



Conférence internationale sur le financement du développement



Nations Unies

Plénière

1^{ère} et 2^e séances - matin et après-midi

FFD/1

28 novembre 2008

LA RÉPONSE À LA CRISE FINANCIÈRE NE DOIT PAS SE FAIRE AU DÉTRIMENT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, AFFIRMENT LES PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE DE DOHA

« Si la crise financière d'aujourd'hui est mal gérée, elle sera demain généralisée », affirme le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon

La Conférence de Doha sur le financement du développement s'est ouverte, aujourd'hui, dans la capitale du Qatar, sur ce constat partagé par l'ONU, les dirigeants d'États Membres et d'organisations internationales selon lequel la mobilisation face à la crise économique et financière ne doit pas s'effectuer au détriment des engagements en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement et de la lutte contre les effets des changements climatiques.

« Si elle n'est pas bien gérée, la crise financière d'aujourd'hui sera demain une crise généralisée », a prévenu le Secrétaire général. « Le risque, en fin de compte, est que les crises se succèdent en cascade, chacune nourrissant les autres et les conséquences étant catastrophiques pour tous », a-t-il ajouté.

M. Ban est l'hôte, avec l'Émir du Qatar, Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, de cette Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, qui se déroulera jusqu'au 2 décembre.

La Conférence a lieu à un instant « décisif », a affirmé le Secrétaire général, et « parce qu'ensemble, il est possible de peser sur la situation et de faire le bilan des crises qui menacent le développement humain et économique », a estimé Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani. « La crise contemporaine montre qu'il n'y a ni privilège, ni exception », a expliqué l'Émir du Qatar. « Nous formons un même monde. »

La réunion de Doha, à laquelle ont notamment participé aujourd'hui 26 Chefs d'État et de gouvernement, dont la moitié de pays africains, est chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, adopté en mars 2002, et de faire le point sur les nouveaux défis et enjeux survenus depuis cette rencontre historique, comme les changements climatiques, l'alimentation et l'agriculture.

Depuis Monterrey, « la communauté internationale n'a pas agi avec la diligence voulue », a jugé le Président de l'Assemblée générale, M. Miguel d'Escoto Brockmann. Il est impératif, a-t-il dit, que le Document final de la Conférence de suivi soit « aussi ferme et clair que possible ». M. d'Escoto a souligné la nécessité de passer, « avant qu'il ne soit trop tard, d'un développement axé sur le profit à un développement axé sur les populations ».

Le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général ont, comme beaucoup d'autres lors de cette première journée, évoqué et commenté le récent Sommet du G-20 sur la crise financière internationale. Des mesures budgétaires et monétaires et des plans de relance ont été définis à Washington pour tenter de redresser la situation; « c'est encourageant, mais ce n'est pas assez », a ainsi considéré M. Ban.

Seul des dirigeants du G-20 à avoir effectué le déplacement à Doha, le Président de la France, M. Nicolas Sarkozy, qui préside également l'Union européenne, a déclaré que le développement des pays pauvres « ne peut être sacrifié sur l'autel de la crise économique ». Il a également assuré que l'Europe, qui a versé en 2007 60% de l'aide publique au développement, soit 61 milliards de dollars, serait en 2015 « au rendez-vous » de l'objectif de 0,7% de son produit intérieur brut (PIB). « C'est un choix politique et unanime majeur, c'est un choix fondateur », a expliqué M. Sarkozy, qui estime que le développement de l'Afrique « est une priorité absolue » de l'Europe.

Redoutant que la crise économique n'émousse les promesses faites par les pays riches, le Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Jakaya Mrisho Kikwete, a saisi la « balle au bond » en lançant, au nom de l'Union africaine, un appel aux partenaires pour le développement de l'Afrique pour qu'ils unissent leurs efforts en vue d'honorer leurs engagements.

« Les donateurs doivent respecter leurs promesses d'aide », lui a emboîté le pas le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, rappelant que 1,4 milliard de personnes dans le monde vivaient avec moins de 1 dollar par jour. Il est, a-t-il dit, « nécessaire de maintenir l'engagement en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs ».

M. Barroso a également estimé que la lutte contre les effets des changements climatiques était « cruciale » pour les pays en développement. La Conférence de Doha et celle de Poznań sur les changements climatiques, le mois prochain, doivent « aller de l'avant ensemble, main dans la main », a-t-il dit.

Le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), M. Àngel Gurría, a jugé pour sa part que la crise ne devrait pas servir de « prétexte pour porter l'attention sur des questions comme celle des changements climatiques ». Cette dernière constitue, selon lui, « le défi à long terme le plus important pour l'humanité ».

Le caractère essentiel pour le développement des négociations lancées, également à Doha, en 2001, au sein de l'Organisation mondiale du commerce, a été lui aussi mis en exergue par nombre d'orateurs, au premier rang desquels le Directeur général de l'OMC lui-même, M. Pascal Lamy. Achever le Cycle de Doha, dont les négociations sont actuellement dans l'impasse, « contribuerait à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement », a-t-il dit. Pour faire du commerce un « moteur du développement », il est « nécessaire de bâtir un système multilatéral transparent en mesure de répondre aux besoins de ses membres les plus pauvres », a-t-il ajouté.

Parallèlement à la séance plénière de la Conférence, une table ronde sur la mobilisation des ressources financières nationales, l'une des six composantes du Consensus de Monterrey, a permis à ses participants de souligner l'importance des recettes fiscales pour aider les pays en développement à soutenir la croissance économique et à prendre en main leur propre destinée.

De même, lors d'une manifestation spéciale organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Secrétaire général a lancé un appel en faveur d'un « multilatéralisme réel et souple » pour affronter simultanément les défis mondiaux actuels.

Ce matin, à l'ouverture de la Conférence sur le financement du développement, les participants avaient observé une minute de silence à la mémoire des victimes des attaques terroristes qui ont frappé Mumbai, la capitale économique de l'Inde.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Échange de vues général sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, y compris les défis et problèmes nouveaux

Déclarations liminaires

CHEIKH HAMAD BIN KHALIFA AL-THANI, Émir du Qatar et Président de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement de Doha, a affirmé, en ouvrant la Conférence, que les engagements du Consensus de Monterrey incarnaient une large vision du développement. L'humanité ne peut pas parvenir au développement tant que le potentiel et les ressources humaines ne sont pas valorisés, a-t-il déclaré. L'Émir a estimé que la sécurité n'existait pas sans le développement et sans épanouissement des cultures. La stabilité et le développement semblent être des piliers qui permettent d'échapper aux crises, a-t-il dit. Cette Conférence de Doha a lieu parce qu'ensemble, il est possible de peser sur la situation et de faire le bilan des crises qui menacent le développement humain et économique, a-t-il poursuivi. La crise contemporaine montre qu'il n'y a ni de privilège, ni d'exception, a-t-il expliqué, observant qu'aucun pays n'était unique. « Nous formons un même monde », a expliqué l'Émir du Qatar.

L'Émir du Qatar a, de même, estimé que le développement faisait un tout et que ses composantes ne pouvaient être dissociées. Il ne faut pas oublier que le financement du développement n'est qu'un apport, qu'une incitation pour développer les fondements et les droits juridiques, ainsi que les autres inspirations, a-t-il déclaré. Il faut s'assurer que tous les autres vecteurs du développement soient également présents, a-t-il poursuivi, mettant l'accent sur le caractère indispensable de la sincérité et de la transparence. Les pays ne doivent pas dicter aux autres ce qu'ils doivent faire, leur imposer des directives ou des orientations, a-t-il jugé. Chacun doit se rendre compte que le développement est un concept qui vaut pour tous et qu'il est essentiel au maintien de la paix, a déclaré Cheikh Al-Thani.

M. MIGUEL D'ESCOTO BROCKMANN, Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a déclaré que toutes les splendeurs de la ville de Doha ne devaient pas nous faire oublier, une minute, pourquoi nous sommes ici. « Nous sommes rassemblés, a-t-il précisé, pour refléter les vies de la moitié de la population mondiale qui ne connaît aucune splendeur, mais seulement la misère, la faim et des niveaux de pauvreté en contradiction avec leurs droits et la dignité humaine. Nous sommes ici aussi pour décider d'une action proportionnelle à l'immensité des crises multiples et convergentes qui provoquent tant de souffrances et de morts, particulièrement parmi les démunis », a-t-il ajouté.

Le Président de l'Assemblée générale a estimé que, pour que cette réunion soit un succès, il était nécessaire d'adopter le point de vue des victimes de notre situation économique et du système financier à bout de souffle. Il y a, a-t-il dit, un devoir moral à faire davantage que de remettre en place un système. Il faut également le transformer, a-t-il assuré. Pour M. d'Escoto, cette guerre systémique contre la pauvreté est la forme la plus omniprésente du terrorisme dans le monde d'aujourd'hui. Il a ainsi souligné la nécessité de passer, avant qu'il ne soit trop tard, d'un développement axé sur le profit à un développement axé sur les populations. Le Président de l'Assemblée générale a expliqué que le processus selon lequel des milliers de milliards de dollars étaient dépensés dans les guerres contre la terreur pouvait être renversé. Il serait bon de changer de logique, a-t-il ajouté, et de passer d'une logique du « moi » et du « mien », qui constitue la logique de la mort et de la terreur, à une logique du « nous » et du « nôtre », qui est une logique de solidarité, de vie et de paix.

Face aux crises, six ans après le Consensus de Monterrey, c'est à contrecœur que le G-8 a élargi ses membres pour devenir le G-20, a observé le Président de l'Assemblée générale. Certains pays souhaitent encore traiter des questions systémiques à l'extérieur des Nations Unies et de leur groupe le plus inclusif, celui du G-192, a-t-il déclaré. Ceux qui prônent avec le plus de force la démocratie dans le monde ne veulent pas de gouvernance démocratique dans les institutions internationales, y compris au sein des Nations Unies, a-t-il poursuivi. M. d'Escoto a estimé que la communauté internationale n'avait pas agi avec la diligence voulue pour mettre en œuvre les engagements de Monterrey. Il est ainsi impérieux, à ses yeux, que le document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement de Doha soit aussi ferme et clair que possible. Le Président de l'Assemblée générale a mis l'accent sur la nécessité d'adopter ce document et de parvenir à un consensus équilibré qui reflète de manière appropriée les besoins et les aspirations de toutes les nations en ces temps troublés. Il faut, a-t-il ajouté, saisir l'occasion de ce forum unique offert par les Nations Unies pour s'acheminer vers un accord sur un système financier et monétaire international viable, avec des institutions commerciales idoines. La réunion du G-20 à Washington D.C. sur la crise financière internationale, a-t-il estimé, est un premier pas vers une plus grande inclusivité, dans la prise de décisions économiques internationales. Le Président de l'Assemblée générale s'est, enfin, déclaré favorable à l'objectif de démocratiser et de réformer les Nations Unies et son système d'institutions spécialisées, y compris les institutions financières et commerciales, dans le cadre de l'architecture de l'ordre économique international. Il a ainsi précisé qu'il avait désigné un Comité d'experts pour le conseiller sur ces questions.

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré que l'instant était décisif. Ce ne serait pas exagérer que de dire que le bien-être de nos peuples et la santé de nos sociétés -sans compter l'avenir de notre planète- dépendent de ce que nous allons faire aujourd'hui et dans les semaines à venir, a-t-il dit.

Le Secrétaire général a indiqué que la crise financière avait brusquement mis fin à une longue période de croissance mondiale, venant s'ajouter à d'autres problèmes graves, les changements climatiques, l'insécurité alimentaire et ce qu'il a qualifié de « terrible persistance de la misère ». Aucune nation n'est épargnée, a-t-il lancé, mais ce sont les pays les plus pauvres qui sont les plus durement touchés.

M. Ban Ki-moon a prévenu que si la crise financière n'était pas bien gérée, elle serait demain une crise généralisée, entraînant une aggravation des troubles sociaux et de l'instabilité politique et l'intensification de tous les autres problèmes. Le risque est que les crises se succèdent en cascade, chacune nourrissant les autres et les conséquences étant catastrophiques pour tous, a encore dit le Secrétaire général. Il a ensuite rappelé que les grands pays, lors notamment du Sommet du G-20 de Washington, avaient adopté des mesures budgétaires et monétaires et des plans de relance pour tenter de redresser la situation. C'est encourageant, a-t-il estimé, mais ce n'est pas assez.

Le Secrétaire général de l'ONU a ainsi appelé à la coordination des mesures budgétaires, en créant une passerelle entre les pays du G-20 et le reste du monde, ce qu'il a appelé « la communauté des nations ». Il faut que le Fonds monétaire international (FMI) et les banques centrales des pays industrialisés fournissent d'urgence des fonds supplémentaires, sinon la crise du crédit gagnera les pays émergents, la croissance ralentira, ce dont ces pays pâtiront, et avec eux le monde entier, a encore déclaré M. Ban.

En vue de parvenir à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il faudrait que les promesses d'aide publique au développement (APD) soient tenues, a-t-il insisté, en faisant remarquer que sa réduction dans les circonstances actuelles risquait d'avoir des conséquences « terribles » pour les pays les plus pauvres. S'agissant de l'allègement de la dette, M. Ban a estimé qu'il faudrait en renforcer les programmes afin qu'un plus grand nombre de pays pauvres puissent en bénéficier. La dette ne pèse que plus lourd dans le climat actuel, a-t-il souligné, elle entrave les investissements et les dépenses publiques qui pourraient favoriser la croissance et le développement économique.

Le Secrétaire général des Nations Unies a également mis l'accent sur le fait que, de plus en plus, le financement du développement sera interne, par le biais de la mobilisation des ressources locales. Dans un tel cadre, il a demandé aux gouvernements de trouver les moyens d'accroître les recettes fiscales tout en encourageant les entreprises nationales à faire des investissements productifs. La coopération internationale doit être renforcée pour que la concurrence fiscale préjudiciable diminue et que la perte des recettes fiscales puisse être jugulée, en particulier dans les pays riches en ressources, a-t-il ajouté.

La politique de chacun pour soi, a dit M. Ban, ne profite à personne. Il a illustré son propos en rappelant que la crise alimentaire s'était aggravée quand certains pays avaient limité leurs exportations. L'aide pour le commerce est la seule voie qui ne mène pas à l'impasse, a-t-il insisté, les négociations de Doha devant être relancées et menées à cette fin, a-t-il conclu.

M. PASCAL LAMY, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a déclaré que, depuis l'ouverture du Cycle de Doha, l'idée guidant les négociations était que le commerce peut devenir un moteur du développement. Une fois achevé, le Cycle de Doha sera un succès si nous sommes en mesure de répondre aux aspirations des pays en développement grâce à un système commercial ouvert et équitable, a-t-il dit. M. Lamy a ajouté que, pour que le commerce soit le moteur du développement, il était nécessaire de bâtir un système multilatéral transparent pour répondre aux besoins de ses membres les plus pauvres.

Le Directeur général de l'OMC a en outre indiqué qu'achever le Cycle de Doha contribuerait à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Pour que le commerce participe au développement, a-t-il répété, il doit s'appuyer continuellement sur des ressources financières soutenues afin, notamment, de combler les manques en matière d'infrastructure. M. Lamy a indiqué qu'à cette fin, depuis 2005, l'OMC et ses partenaires des Nations Unies, les banques de développement régionales et les gouvernements, oeuvraient ensemble à la mobilisation de davantage de ressources et à la recherche d'un appui politique plus fort afin que des flux supplémentaires viennent compléter les résultats déjà obtenus dans le cadre du Cycle de Doha.

Évoquant ensuite la Conférence qui s'ouvre aujourd'hui, M. Lamy a souhaité qu'en dépit des difficultés actuelles, la communauté internationale conserve « en point de mire, l'objectif de solidarité pour tous ». « Nous devons garder à l'esprit que les deux tiers des plus pauvres vivent en milieu rural, qu'il faut donc discipliner les subventions agricoles des nantis, ouvrir de nouvelles perspectives commerciales, favoriser l'accès des produits des pays en développement sur les marchés du monde entier », a-t-il préconisé. M. Lamy s'est ensuite demandé s'il était judicieux que la poursuite des négociations du Cycle « s'éternise », en se concentrant de plus en plus sur la maximisation des résultats potentiels d'un État ou d'une région en particulier. Est-ce la peine d'attendre encore trois, quatre ou cinq ans compte tenu de la situation internationale? a-t-il demandé, faisant observer que la crise économique actuelle était d'autant plus violente que le monde est devenu interdépendant et

demande des réponses urgentes. « Nous sommes tous dans la même galère », a lancé Pascal Lamy, soulignant que les solutions passent par un nouveau multilatéralisme, indispensable pour garder en vie la « promesse de Doha ».

Déclarations

M. NICOLAS SARKOZY (France), qui préside également l'Union européenne, a affirmé que le développement des pays qui en avaient le plus besoin ne pouvait être sacrifié sur l'autel de la crise économique. Face à cette crise financière sans précédent, doublée d'une crise économique sans précédent, l'Europe a demandé la réunion des chefs d'État du G-20 qui a eu lieu à Washington, a-t-il expliqué. M. Sarkozy a regretté que, conformément au souhait de l'Union européenne, l'Union africaine et le Conseil de coopération du Golfe n'aient pu participer à ce sommet. Il a espéré leur participation à la prochaine réunion du G-20, à Londres. Deux attitudes sont possibles face à cette crise, a affirmé M. Sarkozy. La première consisterait à continuer comme avant, sans tenir compte des erreurs du passé et la seconde à profiter de l'occasion qui se présente pour changer le monde et ses institutions, et notamment à donner à l'Afrique les moyens de se développer. « Nous avons besoin des pays développés et des pays en développement », a-t-il déclaré, ajoutant, à l'adresse des pays en développement: « Nous avons besoin de vous, vous avez besoin de nous pour la croissance ». Il a également assuré que l'Afrique devrait avoir sa place, sa juste place dans les institutions internationales.

Le Président français a en outre estimé qu'il n'était pas raisonnable qu'aucun pays africain ne soit membre permanent du Conseil de sécurité. Il a, dans le même temps, mis l'accent sur la nécessité pour les pays en développement d'être représentés au sein du FMI. Le format du G-8 est aujourd'hui dépassé, a-t-il dit. De cette crise, saisissons l'opportunité d'un changement, a-t-il déclaré, poursuivant, en direction de M. Ban, « Nous sommes au XXI^e siècle avec des institutions du XX^e, qu'attendons-nous, M. le Secrétaire général? ». M. Sarkozy a indiqué que l'Europe avait décidé de ne pas sacrifier les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'être au rendez-vous des promesses faites en matière d'aide publique au développement. Il a ainsi rappelé que 60% de l'aide publique au développement provenait de l'Europe, ce qui représente 61 milliards de dollars pour 2007, a-t-il précisé. L'Europe vient de décider de rajouter un milliard d'euros pour aider à lutter contre la crise alimentaire sans précédent, a-t-il ajouté. L'Europe sera au rendez-vous de l'objectif de 0,7% du PIB consacré à l'aide publique au développement en 2015, a-t-il poursuivi. C'est un choix politique et unanime majeur, a-t-il assuré. C'est un choix fondateur.

Le monde n'oublie pas la priorité agricole, a encore souligné le Président français. La question, c'est le développement de l'agriculture et en aucun cas la réduction de la production agricole, a-t-il dit. Il faut aider l'Afrique à nourrir les Africains et à contribuer à nourrir le monde, a-t-il ajouté. « L'aide publique, nous l'augmenterons, mais l'aide publique n'est pas la seule condition du développement », a également fait remarquer M. Sarkozy, soulignant la nécessité d'aider l'investissement privé et le microcrédit. Le développement de l'Afrique est une priorité absolue, a-t-il insisté. Amis africains, amis sud-américains, amis asiatiques, poussez avec nous pour la réforme, poussez le changement pour résister à l'immobilisme, a-t-il déclaré, avant de conclure « Ne laissons pas demain, les mêmes causes produire les mêmes effets ».

M. JAKAYA MRISHO KIKWETE, Président de la République-Unie de Tanzanie, qui s'exprimait au nom de l'Union africaine, a assuré que l'Afrique avait toujours accordé une grande importance au Consensus de Monterrey. Le continent a fait des progrès notables, en particulier en matière de bonne gouvernance, de primauté du droit et de mobilisation des ressources financières nationales. Les ressources nationales pour financer le développement et obtenir une croissance accélérée susceptible d'éliminer la pauvreté sont encore insuffisantes, a-t-il

dit. Le défi est de savoir comment attirer davantage d'investissements étrangers directs (IED) dans des secteurs autres que les industries extractives. L'Afrique continue de se heurter à des contraintes d'accès aux marchés, a-t-il également souligné, notant que l'enlèvement du Cycle de négociations commerciales de Doha nuisait au développement des pays africains. Il est essentiel que les négociations reprennent dès que possible, a-t-il affirmé.

M. Kikwete a lancé un appel aux partenaires pour le développement de l'Afrique pour qu'ils unissent leurs efforts en vue d'honorer leurs engagements. Il a mis l'accent sur la nécessité d'une représentation africaine plus importante dans les institutions internationales. Le Président tanzanien a, en outre, estimé que les efforts en vue de trouver des solutions à la crise financière mondiale devraient intégrer tous les pays. L'Afrique, a-t-il dit, devrait participer aux discussions et au processus. Il a en outre souligné la nécessité de procéder à une réforme de l'architecture financière internationale et a plaidé en faveur d'une représentation plus importante de l'Afrique au sein des organes décideurs de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC. L'Afrique doit disposer d'un siège permanent au Conseil de sécurité, a-t-il ajouté.

M. JOSÉ MANUEL BARROSO, Président de la Commission européenne, a estimé que le G-20 devait communiquer avec le reste du monde. « À Doha, nous devons essayer d'édifier une passerelle, d'établir les bases de compréhension de ce qui doit être fait entre toutes les économies, qu'elles soient développées ou en développement », a-t-il dit. Cette crise mondiale exige, a-t-il souligné, des réponses et des alliances mondiales, fondées sur des responsabilités partagées. Il a estimé que la Conférence de Doha devait contribuer à définir et à affiner la gouvernance économique mondiale. « Nous avons besoin, a-t-il dit, d'un multilatéralisme plus fort, plus inclusif afin de mettre en œuvre, lorsque cela est nécessaire, une action coordonnée et rapide ». De même, est-il nécessaire de maintenir l'engagement en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs, a-t-il dit, rappelant que 1,4 milliard de personnes dans le monde vivaient avec moins de 1 dollar par jour. Il a mis l'accent sur la nécessité pour les donateurs de respecter leurs promesses d'aide.

« Nous devons être très novateurs en matière de financement, y compris de l'adaptation aux changements climatiques, a-t-il également affirmé, notant que les changements climatiques faisaient partie du dossier du financement du développement. Les changements climatiques seront cruciaux pour les pays en développement, a affirmé M. Barroso, estimant que la Conférence de Doha et celle de Poznań sur les changements climatiques, le mois prochain, devaient aller de l'avant ensemble, main dans la main. De même, a-t-il estimé, un succès du Cycle de négociations commerciales de Doha constituerait un élan pour l'économie mondiale et un signal fort du rejet du protectionnisme.

M. ÀNGEL GURRÍA, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a estimé que le Consensus de Monterrey devrait demeurer un phare, y compris en cette période de redressement et de reconstruction de l'économie mondiale et du système financier. Alors que les pays en développement deviennent de plus en plus vulnérables face aux crises, il est nécessaire, a-t-il dit, de favoriser des flux d'aide suffisants, prévisibles et efficaces grâce à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Plan d'action d'Accra. Ensemble, ils constituent un ordre du jour important de la réforme de l'aide qui nécessite un soutien politique fort, a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a également affirmé que la crise ne devrait pas constituer un prétexte pour se laisser distraire de questions telles que celle des changements climatiques, qui est, a-t-il estimé, le défi à long terme le plus important pour l'humanité. Après tout, a-t-il dit, la durée de la récession sera comptabilisée en mois, tandis que les décisions en matière de lutte contre les effets des changements climatiques définiront le profil du monde pour les mois à venir.

M. TREVOR MANUEL, Ministre des finances de l'Afrique du Sud et Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Conférence, a déclaré que les engagements « visionnaires » pris à Monterrey étaient toujours pertinents parce qu'ils étaient basés sur un esprit de coopération. Il a toutefois indiqué que ces engagements étaient actuellement mis à l'épreuve, alors que les mécanismes mondiaux ayant jusqu'alors permis des progrès subissaient de lourdes pressions. Il a estimé que la réalité d'une récession mondiale exigeait des actions décisives et rapides afin d'éviter de balayer la croissance connue dans la majorité du monde en développement ces dernières années.

Appelant aussi à une action concertée qui permettrait de refléter la réalité, l'Envoyé spécial s'est dit préoccupé par l'absence d'un sentiment d'urgence dans les négociations relatives au projet de document final de la Conférence de Doha. Il a estimé que ce projet de texte ne prenait pas en compte les réalités actuelles dans le monde. Il a ajouté que le monde porterait un jugement négatif sur les dirigeants diplomatiques et politiques si « au moment où l'on nous demande de s'unir dans une solidarité mondiale, nous sommes incapables de surmonter nos différences mineures ». L'Envoyé spécial a souligné que la Conférence devrait contribuer à ce que la communauté internationale progresse vers le changement qui est aujourd'hui nécessaire. Dans cette perspective, il a insisté sur la nécessité de parvenir à un compromis et de s'engager véritablement en faveur de la tâche à exécuter. Il a également mis l'accent sur l'importance, pour toutes les parties impliquées dans cette négociation, de trouver des solutions réalistes et ayant un impact pour le monde dans son ensemble. De telles solutions, a-t-il précisé, exigent de regarder en face le G-8 tout comme le Groupe des 77 et de la Chine. « Nous ne pouvons laisser cette Conférence se conclure sur un échec », a-t-il plaidé.

M. LÉO MÉRORÈS (Haïti), Président du Conseil économique et social (ECOSOC), a estimé que la crise financière actuelle montrait combien les pays et les peuples étaient liés entre eux. S'attaquer à de tels défis exige une large collaboration entre les différents acteurs internationaux, y compris dans et à l'extérieur des Nations Unies, a-t-il déclaré. L'ECOSOC a, de son côté, joué un rôle directeur dans les efforts visant à assurer une coopération et une harmonisation des activités, en particulier envers la mise en œuvre de l'Agenda des Nations Unies pour le développement, a-t-il dit. Le Président du Conseil économique et social s'est déclaré convaincu que les défis actuels fournissaient une opportunité de faire en sorte que les institutions financières internationales opèrent de manière cohérente. Il a mis l'accent sur la nécessité pour l'ECOSOC, dans sa quête de solutions innovantes et créatives, de renforcer sa participation et l'interaction avec les institutions de Bretton Woods. Investir dans le développement, c'est investir dans l'avenir, avenir pour lequel nous sommes tous responsables, a-t-il estimé, exhortant la Conférence à adopter un document final.

M. PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, Conseiller spécial du Secrétaire général pour les sources novatrices de financement du développement, a estimé que face à des défis sans précédent, il était impératif de trouver des solutions à long terme. « Hier la crise financière, aujourd'hui la crise économique, demain l'emploi », a-t-il lancé, soulignant l'urgence à agir car, a-t-il précisé, les pays les plus pauvres sont les plus vulnérables et les crises, qui ont débuté dans le Nord, s'étendent au Sud, deviennent un fardeau commun. Alors que les budgets seront certainement amputés dans tous les pays, les dirigeants politiques doivent se

montrer créatifs, a-t-il estimé. Le développement étant une chaîne de solidarité, toutes les nations et tous les acteurs doivent ensemble rechercher des solutions pour garantir le succès d'un nouvel ordre économique international, a encore déclaré M. Douste-Blazy. Le Conseiller spécial pour les sources novatrices de financement du développement a souligné que les méthodes et les mécanismes de financement innovants doivent se situer à l'avant-garde d'un tel changement. Il a ainsi cité l'exemple d'UNITAID, la Facilité internationale d'achats de médicaments, chargée de centraliser les achats de traitements médicamenteux afin d'obtenir les meilleurs prix possibles, en particulier à destination des pays en développement, et financée par une taxe de solidarité sur les billets d'avion.

* *** *

À l'intention des organes d'information. Document non officiel